

a

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session**  
Rome, 1<sup>er</sup>- 2 décembre 2004

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À LA

**RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE**

POUR LE

**PROGRAMME D'AUTONOMISATION RURALE ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE  
DANS LE SULAWESI CENTRAL**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU FINANCEMENT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie	2
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME</b>	<b>4</b>
A. Zone du programme, groupe cible et autres intervenants	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
<b>TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION</b>	<b>13</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES ATTENDUES LORS DES     NÉGOCIATIONS DU FINANCEMENT</b>	 <b>15</b>

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN INDONESIA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN INDONÉSIE)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. ORGANIGRAMME</b>	<b>11</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Rupiah indonésienne (IDR)
1,00 USD	=	8 900 IDR
1 000 IDR	=	0,112 USD

**POIDS ET MESURES**

Systeme métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
IAP	Initiative d'action politique
NSC	Comité directeur national
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PTBA	Plan de travail et budget annuel

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE****Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Rapport de préévaluation du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

**RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE**

**PROGRAMME D'AUTONOMISATION RURALE ET DE DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE DANS LE SULAWESI CENTRAL**

**RÉSUMÉ DU FINANCEMENT**

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>BÉNÉFICIAIRE:</b>	République d'Indonésie
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>COÛT TOTAL DU PROGRAMME:</b>	37,9 millions de USD
<b>MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:</b>	Prêt: 22,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 33,9 millions de USD) Don: 340 000 DTS (équivalent approximativement à 500 000 USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	Aucun
<b>CONTRIBUTION DU BÉNÉFICIAIRE:</b>	3,4 millions de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Le programme adopte une approche systémique des problèmes que rencontrent les ménages pauvres et soutient tous les acteurs économiques coopérant sur le marché afin de le réorienter dans l'intérêt des communautés les plus démunies. L'impact du programme se ressentira à trois niveaux: a) au niveau des ménages, en ciblant les plus pauvres, y compris les minorités ethniques et les femmes, de sorte qu'en poussant plus loin la ventilation, il aura un impact sur les relations à l'intérieur du ménage, en accordant une attention spéciale au déséquilibre entre les sexes; b) au niveau de la communauté, en ciblant les plus pauvres; et c) au niveau du système économique provincial tout entier, le Sulawesi central venant au cinquième rang des provinces les plus pauvres du pays. Nombreuses sont les parties prenantes au programme et par conséquent nombreux sont ceux qui en profiteront. Cette approche a été adoptée pour atteindre l'objectif global qui est de créer, moyennant une croissance soutenue de l'économie rurale, les conditions requises pour accroître les revenus et améliorer les moyens d'existence des ruraux pauvres défavorisés installés sur les hauts plateaux, les basses terres et dans les zones côtières de la province du Sulawesi central. Le programme s'adresse à tous, bien qu'il intervienne en priorité auprès des communautés les plus pauvres et travaille directement avec les institutions et les ménages de 150 d'entre elles, qui vivent principalement sur les hauts plateaux et dans les zones côtières de la province.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** La pauvreté des bénéficiaires tient à deux facteurs importants: la faible capacité et la piètre qualité des institutions locales ainsi que l'activité insuffisante du secteur privé. Les institutions villageoises sont d'une efficacité limitée en ce qui concerne l'instauration d'un processus de décisions auquel participe toute la population, la gestion durable et équitable des ressources disponibles, les relations avec les instances supérieures de l'administration et la promotion du secteur privé. Elles ont en conséquence du mal à apaiser les conflits, à compenser l'inégalité d'accès aux ressources productives et aux possibilités d'exercer des activités rémunératrices, à faire face à la dégradation croissante de l'environnement et à l'appauvrissement des ressources naturelles. Les agents économiques qui forment le secteur privé en milieu rural se heurtent à de grosses difficultés faute de liaisons sur le plan des infrastructures et de l'information, d'investissements, de services de conseil aux entreprises et de sécurité foncière.

**Que fera le programme pour eux?** Pour les ménages les plus pauvres et les femmes, l'amélioration de la production agricole et les entreprises rurales, qu'elles soient nouvelles ou plus simplement renforcées, auront un puissant effet sur le recul de la pauvreté et de la marginalisation, outre qu'elles les aideront à participer davantage à la vie civique et aux activités des administrations locales, faisant ainsi progresser leur capacité à améliorer leur sort. La consolidation des avantages dérivant du programme de décentralisation en cours se traduira pour les communautés par plus d'efficacité, de transparence et de responsabilité envers leurs administrés de la part du personnel élu et employé à tous les niveaux de l'administration des districts. Les meilleures possibilités d'investissement et les stimulants apportés par le programme permettront aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, tant existantes que nouvelles, de produire avec plus d'efficacité et de profit et d'explorer de nouveaux débouchés pour leurs produits. La compétitivité accrue des entreprises commerciales desservant les marchés intérieur et international stimulera les exportations et par conséquent la croissance durable de l'économie rurale dans la province. Les communautés et personnes les plus démunies en bénéficieront, grâce aux dispositifs de ciblage employés par le programme. Les réseaux de communication nouvellement installés seront bénéfiques à plus d'un titre: l'accès plus aisé aux marchés par la route, réseaux d'adduction d'eau potable et d'irrigation et autres infrastructures demandées par les communautés. Un meilleur accès aux marchés pour les produits, les intrants et les services incitera les agriculteurs à commercialiser leurs propres opérations en adaptant leurs techniques d'exploitation, tandis que l'efficacité accrue des entreprises rurales de production due au développement des infrastructures et de la chaîne d'approvisionnement et de valeur qui en résulte viendra s'ajouter à l'amélioration déjà substantielle de leurs conditions d'existence, en particulier par l'accès aux moyens de transport et à l'eau potable.



**Comment participeront-ils au programme?** Les communautés auront l'occasion de progresser économiquement; elles fixeront elles-mêmes leurs priorités en matière de développement, puis assureront la planification, la gestion et le suivi de l'exécution des activités nécessaires pour y répondre. Leur participation au programme sera cependant subordonnée à leur aptitude à en maîtriser elles-mêmes les objectifs et les activités et à mobiliser leurs propres ressources pour compléter celles du programme. La participation des particuliers et des institutions à la mobilisation des ressources est le premier pas sur la voie de la durabilité. L'appui du programme aura pour rôle de faciliter la création d'un environnement porteur et l'acquisition par les bénéficiaires des capacités voulues pour s'intégrer durablement dans l'économie dominante afin d'accroître les revenus ruraux.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE**  
**FINANCIÈRE À LA**  
**RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE**  
**POUR LE**  
**PROGRAMME D'AUTONOMISATION RURALE ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**DANS LE SULAWESI CENTRAL**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à la République d'Indonésie comprenant un prêt d'un montant de 22,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 33,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables et un don de 340 000 DTS (équivalant à environ 500 000 USD) en vue de contribuer au financement du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole dans le Sulawesi central. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. L'Indonésie a fait de grands progrès pour retrouver le dynamisme économique impressionnant qu'elle connaissait pendant plus de deux décennies, jusqu'au retournement de 1997. La crise a stoppé la croissance, ouvert une période de graves difficultés économiques et doublé les taux de pauvreté. La discipline budgétaire et monétaire s'est imposée, en tant que premier pas vers la stabilité macroéconomique, suivie par des réformes structurelles et politiques, y compris de la gouvernance, toujours en cours. Entre 2000 et 2003, la croissance économique a repris au taux moyen de 3,8%, portée principalement par le secteur manufacturier, qui contribue pour environ 25% au produit intérieur brut (PIB), l'agriculture fournissant 16 à 17% et le commerce, l'hôtellerie et la restauration 15 à 16%. Les cultures vivrières sont le sous-secteur le plus important de l'agriculture avec un peu plus de 50% de la production, les cultures autres que vivrières comptant pour 15 à 16% du total, la pêche 14 à 15%, l'élevage 12 à 13% et l'exploitation forestière 6 à 7%. La croissance de ce secteur s'est ralentie récemment, une bonne part de l'augmentation de la production étant due à la reprise après la sécheresse prolongée du milieu des années 90. La production des principales cultures vivrières a peu évolué ces dernières années, alors que celle des cultures de rapport les plus importantes – caoutchouc, huile de palme et canne à sucre – a baissé, enregistrant de fortes fluctuations au cours des cinq dernières années. Les recettes des exportations agricoles (7% du total) proviennent principalement du caoutchouc, des animaux sur pied, des produits de l'élevage et des crevettes, qui représentent plus de 80% du total du secteur.

2. Depuis 1999, le pays a fait d'impressionnants progrès pour instaurer une démocratie ouverte et représentative, et a pris de bonnes décisions politiques, notamment pour jeter les fondements de la décentralisation, de l'autonomie locale et du développement participatif. Les réalisations varient cependant selon les régions. Plusieurs provinces, en particulier dans l'Indonésie orientale, ont été plus sévèrement frappées par la pauvreté. La misère est y est plus générale qu'ailleurs et les communautés des zones rurales reculées sont souvent économiquement et socialement marginalisées. Le programme cible la province qui vient au cinquième rang des provinces pauvres du pays, le Sulawesi central, en Indonésie orientale.

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

## B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

3. La collaboration de l'Indonésie avec le FIDA remonte à 1980. Depuis lors, des investissements conjoints ont été réalisés, dont 12 prêts du FIDA, pour un montant total d'environ 240,5 millions de USD. D'autre part, cinq dons ont été fournis, d'un montant total de 282 000 USD. Ces investissements ont été complétés par une contribution nationale de plus de 649 millions de USD et par 174,8 millions de USD fournis au titre de l'aide publique au développement par d'autres partenaires multilatéraux ou bilatéraux. Les prêts en cours de 68,4 millions de USD financent: a) le projet générateur de revenus pour les agriculteurs marginaux et les paysans sans terre – phase III, qui sera achevé en septembre 2005; b) le programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise, qui fait l'objet d'un examen à mi-parcours pour sa première phase de quatre ans au titre du mécanisme flexible de financement; et c) le programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan, dont les premières activités d'exécution ont été achevées.

4. Les enseignements tirés de cette collaboration valident les axes de l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) et mettent en lumière: a) l'importance du renforcement des institutions en tant que résultat des processus participatifs et condition préalable à la viabilité des groupes communautaires; b) la pratique de l'accumulation et de la mobilisation de l'épargne pour favoriser l'octroi de prêts au sein des groupes d'entraide gérés par les pauvres, en tant que jalon important pour accéder aux sources de crédit ordinaires; c) les secteurs informel et extra-agricoles en tant que sources de nombreuses activités génératrices de revenus; d) l'importance du soutien pour le passage d'une agriculture de subsistance à une économie de marché, l'appui fourni aux systèmes agricoles devant être fonction de leur emplacement et offrir un large éventail d'options; e) la nécessité de répondre aux besoins pratiques et stratégiques des femmes dans toutes les interventions; et f) la gestion des investissements dans les infrastructures villageoises comme moyen de rendre les institutions communautaires plus autonomes et de contribuer à renforcer leur sens de la prise en charge et de la responsabilité de l'entretien des installations ou ouvrages construits. Le programme proposé a pris en compte ces idées ainsi que les recommandations stratégiques générales que le partenariat de base pour l'apprentissage a inscrit dans l'Accord conclusif établi à l'issue de l'évaluation récente du programme de pays. Ces recommandations soulignent, combien il importe, d'une part, d'inscrire dans les initiatives visant à l'autonomisation des communautés et à la formation du capital social un soutien tendant à accroître durablement la productivité agricole et non agricole et, de l'autre, d'accorder l'attention voulue à l'enrichissement des connaissances, aux activités de mobilisation et à la concertation.

## C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie

5. **La politique indonésienne de lutte contre la pauvreté.** En 2003, le pays s'est doté d'un document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté, dont la version définitive doit être prête pour la fin de 2004. On y reconnaît que l'éradication de la pauvreté n'est possible que si la communauté nationale tout entière lui accorde la priorité absolue. De plus, pour y parvenir, il faut absolument que les différents partenaires, secteurs public et privé et société civile, unissent leurs forces et agissent de concert. Pour ce faire, le gouvernement s'est engagé à accroître son soutien budgétaire afin d'inscrire la réduction de la pauvreté dans les divers instruments de planification et de budgétisation, en cernant les problèmes politiques qui empêchent le recul de la pauvreté et en améliorant la coordination entre les stratégies et les interventions. Ce document choisit par ailleurs quatre grands thèmes à préciser lors de la formulation de la stratégie: a) la création de possibilités d'entreprendre des activités rémunératrices; b) l'autonomisation des communautés; c) la mise en valeur du capital humain et des capacités, et d) la protection sociale. La stratégie qui se dessine privilégie nettement la décentralisation, ce que confirme la création de comités de lutte contre la pauvreté à l'échelon des districts. Ces comités sont chargés de formuler leurs propres documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté sur la base d'évaluations participatives de la pauvreté.

6. **Stratégie du FIDA en Indonésie.** Le COSOP du FIDA a été réalisé au moment où la grave crise financière et politique des années 1997-1998 avait déjà atteint son point culminant. La vision du développement qui prévalait alors commençait à souligner la nécessité d'adopter des moyens plus participatifs et émanant davantage de la base pour combattre la pauvreté rurale, étant donné que la méthode centralisée appliquée jusque là avait largement échoué. Le développement agricole et rural était à nouveau jugé essentiel pour réduire la pauvreté. Ce COSOP recommandait de privilégier le développement à long terme, choisissant ainsi de ne pas se joindre aux opérations de secours d'urgence lancées par d'autres donateurs. Il préconisait de choisir avec soin les investissements pour renforcer la résistance des pauvres face aux chocs externes et consolider leurs stratégies de subsistance. L'accent y était mis sur le ciblage des provinces les plus pauvres et, dans celles-ci, sur les zones sèches, les zones de culture pluviale et celles dont l'environnement était dégradé sur les hauts plateaux et dans les régions côtières. Les groupes sociaux les plus défavorisés y étaient retenus, notamment les agriculteurs marginaux et les communautés *adat* (indigènes), comme étant ceux dont il fallait s'occuper en priorité. Le COSOP reconnaissait le rôle que jouait le développement efficace des institutions en tant que levier du développement, outre l'importance que revêtait le renforcement des capacités de gain des ménages ruraux pauvres, tout en s'occupant par ailleurs des questions politiques importantes à l'échelon local.

7. **Justification du programme.** Les trois élections démocratiques qui se sont déroulées dans un climat de paix en 2004 attestent de la maturité politique de la société indonésienne. Le processus de formulation du présent programme a été inspiré par la volonté de rénovation et de changement qui voit le jour dans l'administration publique, la société civile et le secteur privé, d'où une série d'axes nouveaux définis pour des investissements proposés.

8. Si les principes du COSOP antérieur restent valables, ces nouveaux investissements anticipent une mise à jour éventuelle, qui soutiendrait la voie choisie par le pays pour atteindre ses objectifs. Tout en s'appuyant sur l'expérience, le modèle qui se dégage prend aussi en compte les possibilités que peut offrir une approche-programme, lorsque la population locale, et les pauvres en particulier, se font entendre pour orienter le développement dans des voies nouvelles et viables. Il entend aider le gouvernement à jouer son rôle de catalyseur du développement. Il trouve les moyens de promouvoir la pérennité de l'action en consolidant les liens entretenus avec les ressources et les intérêts locaux. Il examine les problèmes locaux dans une perspective globale, évitant ainsi d'enfermer les réponses dans des modes opératoires et des solutions fixées d'avance ou de faire abstraction des partenaires qui pourraient offrir des solutions aux pauvres mais ont été considérés comme "inhabituels" dans les interventions de réduction de la pauvreté. Le programme proposé accueille tout partenaire qui peut travailler équitablement avec les pauvres et a la volonté d'en faire des acteurs qui œuvrent avec lui pour donner une large assise à la croissance économique. Il voit dans le marché l'institution la plus appropriée pour offrir des possibilités d'accroître durablement les revenus, à condition que les agents économiques puissent se faire concurrence dans des conditions équitables. Il prend en considération l'ensemble des agents économiques dont est constitué le "secteur privé rural", depuis les petits exploitants, les salariés ruraux, les bergers, les petits commerçants et les microentrepreneurs jusqu'aux petits et moyens opérateurs locaux privés tels que les fournisseurs d'intrants, les institutions de microfinancement, les transporteurs, les transformateurs des produits agricoles, les négociants et courtiers en produits de base, et aux autres acteurs du marché de plus grande envergure, qu'ils résident ou non dans les zones rurales.

9. L'expérience substantielle acquise dans d'autres pays montre que les grandes entreprises commerciales sont habituellement désireuses d'étendre leurs activités aux communautés rurales pauvres pour atteindre leurs propres objectifs et que, ce faisant, elles peuvent offrir des possibilités d'accès durable au financement, à la technologie, aux marchés et à l'emploi. En ciblant spécialement l'assistance pour aider les entreprises bien établies à surmonter les obstacles auxquels elles se heurtent pour traiter efficacement avec les petits exploitants, on trouvera peut-être un moyen plus rentable et durable d'offrir aux communautés rurales marginales la possibilité d'atténuer leur pauvreté. Dans

cette optique, les deux parties y trouvent leur compte, tandis que les ressources locales ont un effet de levier en jouant sur l'intérêt personnel des partenaires pour compléter celles du programme de développement.

10. Le modèle ne considère pas les communautés comme des entités d'une solidité à toute épreuve. Il sait que, bien souvent, les villages ne sont pas des "communautés" en tant que telles et que les choix effectués dans le passé de tel ou tel modèle de développement ont fragmenté le capital social et créé des situations conflictuelles rampantes. Restaurer "l'unité dans la diversité", comme le proclame la devise nationale, exige l'intervention de partenaires ayant une longue expérience et une vocation naturelle à écouter la voix de ceux qui sont marginalisés, en mettant en avant leurs requêtes et en recourant à une démarche de développement participative. Ces partenaires sont les organisations de la société civile, auxquelles il va aussi falloir faire appel pour réduire la pauvreté puisque, par leurs activités de mobilisation et leurs efforts pour autonomiser les communautés, elles ont souvent montré qu'elles étaient les plus appropriées et les mieux équipées pour fournir des biens publics. Il est évident que les banques soutiennent la croissance urbaine, leurs investissements appuyant la consommation et l'industrialisation du pays. Compte tenu de leurs dépôts à court terme, de leurs produits de prêt inadaptés et de leur gestion précaire des risques, les banques manquent d'efficacité pour soutenir les opérations du secteur privé rural et sont exclues du secteur agricole. Bien que l'agriculture perde de son importance en termes de contribution au PIB, elle continue de fournir 55% de la contribution de la province. Alors que plus de 60% de la main-d'œuvre du pays et 76% des ruraux pauvres vivent de l'agriculture (soit une diminution d'environ 20% depuis le début des années 70) ces pourcentages sont nettement plus élevés dans la province. Dans les provinces les plus pauvres, comme le Sulawesi central, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises rurales, dont les activités sont essentiellement liées à l'agriculture ou aux ressources naturelles, ont de la peine à prospérer et à créer des revenus et des emplois, faute de financement, de services de conseils bancaires, d'infrastructures qui atténueraient leur isolement physique et leur manque d'information et faute de politiques d'encouragement, qui sont parfois couchées sur le papier mais restent lettre morte.

11. La stratégie qui se dessine repose donc sur:

- une approche participative et décentralisée du développement des communautés marginales dans les zones géographiques les plus défavorisées;
- l'idée que le gouvernement joue à tous les niveaux un rôle de facilitateur et de catalyseur en modifiant l'environnement politique et réglementaire nécessaire aux ruraux pauvres pour se libérer de leur pauvreté;
- l'idée que le secteur privé, considéré comme un ensemble d'agents économiques incluant le groupe cible, et la société civile deviennent les éléments essentiels d'une coalition avec les entités du secteur public afin d'offrir durablement aux ruraux pauvres des possibilités d'augmenter leurs revenus;
- le fait que, pour réussir les investissements, il convient de réunir en un modèle unique les diverses conditions favorisant l'auto-assistance;
- l'idée que la durabilité dépend de la prise en charge par les personnes et les institutions participant à l'investissement, de l'intérêt qu'ils y portent et des ressources correspondantes qu'ils mobilisent en conséquence.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

### A. Zone du programme, groupe cible et autres intervenants

12. La province est dotée d'abondantes ressources naturelles, d'un climat très clément et de centres de recherche et de connaissances florissants. C'est un exportateur net de céréales et de produits issus de l'agriculture commerciale. Et pourtant, elle n'exploite pas à fond ces atouts, puisque la pauvreté frappe 65% de la population, allant jusqu'à 80-90% sur les hauts plateaux et dans les régions côtières.

La stratification sociale des communautés qui habitent ces zones marginales est complexe, avec des flux migratoires qui ajoutent à la pression exercée sur des ressources productives dont la propriété n'était pas contestée jusqu'ici. La concurrence entre les agriculteurs nouvellement installés et plus qualifiés et les groupes autochtones qui pratiquent une agriculture de subsistance a donné lieu à des conflits ouverts. La pauvreté de ces groupes isolés du reste de la communauté représente une perte importante en termes de potentiel de croissance pour l'ensemble du système économique. D'autres organismes actifs dans la province interviennent dans divers secteurs, allant de la santé à l'agriculture. Ce sont le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial, qui se retirent actuellement puisque la situation d'urgence humanitaire dans le district de Poso s'atténue peu à peu. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement interviennent dans plusieurs districts, dans des secteurs comme l'infrastructure et le microfinancement. Le groupe cible potentiel du FIDA est cependant resté à la périphérie de ces programmes. Les organisations non gouvernementales (ONG) internationales sont aussi présentes dans la province, comme CARE International, Church World Service, International Medical Corps, Mercy Corps et la Fondation Biasreka, qui reçoivent des fonds d'organismes bilatéraux et multilatéraux pour financer des programmes spécifiques. La majeure partie de cette assistance a cependant été destinée au district de Poso. Il n'y a donc aucun risque de chevauchement des opérations avec d'autres grands programmes. Le présent programme a mis à profit leur expérience et offre l'occasion de reproduire ou d'améliorer encore les initiatives locales réussies, par exemple la gestion des ressources naturelles par les communautés, qui n'ont pas été facilitées par un changement dans les politiques. C'est pourquoi le programme a prévu expressément une concertation entre les divers organes législatifs et administratifs chargés d'élaborer des politiques en réponse aux problèmes soulevés par les communautés pauvres, afin que les modèles qui ont fait leurs preuves puissent être institutionnalisés et reproduits à l'échelle de la province ou même de la nation, le cas échéant.

### **B. Objectifs et portée**

13. Le programme luttera contre la pauvreté en établissant l'environnement propre à accroître les revenus et à améliorer les conditions de vie des communautés marginales par la croissance soutenue de l'activité économique rurale. Le cadre du programme semble indiquer qu'un ménage pauvre d'une communauté marginalisée a besoin de trois éléments fondamentaux pour atteindre ce but central: des *possibilités* d'accroître ses actifs productifs et ses revenus de manière durable; la *capacité* de mettre ces possibilités à profit; et un *environnement porteur* au delà de la communauté qui permette aux deux premières conditions de se matérialiser.

14. L'expérience a montré que, pour développer durablement, les moyens sociaux et humains (y compris l'apport de services sociaux), il fallait en parallèle améliorer les possibilités de produire un revenu et d'exercer une activité économique. D'autre part, l'entretien et la durabilité des nouvelles ressources productives dépendent essentiellement de leur prise en charge par les communautés et des moyens institutionnels dont disposent ces dernières, la répartition équitable des bienfaits du développement étant liée quant à elle à l'importance du capital social. Par conséquent, pour accroître à long terme les actifs et les possibilités de gain dans l'agriculture et en dehors, en mettant l'accent sur les ressources naturelles et sur le développement des entreprises, il faut renforcer les capacités des groupes qui pourraient être laissés pour compte par le processus de développement – et qui l'ont d'ailleurs été dans le passé – en particulier les femmes et ceux qui sont les plus pauvres. L'action de renforcement des capacités des communautés en matière de planification et de gestion de leur propre développement doit s'accompagner d'efforts complémentaires visant à créer un *environnement favorable à une croissance dont bénéficient les pauvres, moyennant un appui aux politiques*, institutions et services publics pour qu'ils deviennent efficaces, accessibles aux communautés marginalisées et attentifs à leurs besoins. Si l'on veut diversifier et renforcer l'activité commerciale dans la province, particulièrement en ce qui concerne les marchés agricoles, l'agro-industrie et les services financiers, qui sont tous deux d'une envergure limitée à présent, et si l'on veut encourager la croissance rurale, il faut étendre l'infrastructure essentielle de production aux zones qui en sont

dépourvues actuellement. Si l'on veut relier les institutions communautaires aux institutions de l'État et aux marchés, il faut améliorer durablement l'accès aux intrants et aux services dont les pauvres ont grand besoin pour exercer leurs activités économiques.

### C. Composantes

15. Pour répondre à ces besoins, le programme est articulé en trois composantes: a) *développement durable des entreprises rurales*; b) *infrastructure rurale*; et c) *gestion du programme et développement institutionnel*.

16. La **première composante** donnera aux ruraux pauvres, hommes et femmes, les moyens d'utiliser les services financiers, techniques, commerciaux et administratifs pour améliorer leur situation économique. Pour ce faire, on renforcera les capacités des institutions villageoises eu égard à la planification et à la gestion de leurs propres initiatives en matière de développement et on instaurera des processus de décision qui y associeront les ménages les plus pauvres, en particulier les femmes et les minorités ethniques. On aidera les institutions villageoises à établir leurs propres plans de travail et budgets annuels (PTBA), qui seront soumis aux administrations du district afin qu'elles les inscrivent dans leurs PTBA respectifs. On aidera aussi les groupes d'entreprises villageoises et d'autres groupes à se doter de plans d'activité et à créer des liens avec les marchés et les banques. On encouragera: a) leur intégration commerciale; b) leur productivité; et c) le renforcement des capacités des prestataires de services et la viabilité de leurs méthodes de gestion des ressources naturelles. On aura recours pour ce faire à diverses équipes de facilitateurs et de formateurs qui travailleront avec les institutions villageoises et les particuliers ainsi qu'avec les groupes d'entreprises et les aideront, en tant que spécialistes, à établir: a) les PTBA qui seront financés en partie par le programme et en partie par les autorités du district à l'aide de leurs propres fonds et qui répondront aux préoccupations des ménages les plus pauvres; b) les plans d'utilisation et de gestion des ressources naturelles du village afin d'améliorer et de rendre plus équitable l'accès aux terres agricoles et aux forêts et de les gérer de manière durable; et c) les plans d'activité des entreprises villageoises, y compris leurs besoins financiers. On aidera les particuliers et les groupes à étudier les débouchés et à trouver les meilleurs moyens de se mettre en relation avec les principaux acteurs des marchés. On aidera les ménages les plus pauvres à former des groupes d'épargne et de crédit fondés sur l'affinité et l'homogénéité. Ces groupes suivront une série de stages pour renforcer leurs capacités, recevront une aide pour mobiliser l'épargne, qu'ils utiliseront pour des prêts internes afin d'en établir la pratique et d'acquérir les compétences voulues pour gérer le crédit et l'épargne. La détention collective des fonds par le groupe empêchera ses membres d'être à la merci des prêteurs sur gage ou des intermédiaires, qui offrent aujourd'hui le crédit à des taux d'intérêt très élevés, obérant le revenu que les pauvres tirent désormais de leur récolte.

17. Le programme soutiendra la mise au point de produits de prêt appropriés et mettra les fonds à disposition par le biais d'un mécanisme de refinancement rural destiné aux banques commerciales et rurales et aux sociétés financières, pour qu'elles apportent aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises les capitaux dont elles ont besoin pour financer leurs fonds de roulement et leurs investissements. Il permettra aussi aux communautés marginales d'agriculteurs et de pêcheurs d'avoir accès à la technologie appropriée, aux compétences en gestion et aux entités du secteur privé qui font partie de la chaîne des fournisseurs de biens et de services en milieu rural. Le programme formera et appuiera les agents de vulgarisation agricole et les prestataires de conseils aux entreprises et de services techniques destinés aux paysans pauvres. Ils seront appelés à fournir une assistance technique aux agriculteurs en les aidant à adopter de meilleures techniques et à mieux répondre aux exigences du marché. Ces services de conseil devront être financés par le secteur privé, y compris les agriculteurs, afin d'en assurer la pérennité. Leurs conseils et l'étendue de leurs services seront fonction des besoins du marché.



18. La **deuxième composante** développera les capacités des organismes techniques et des communautés pour qu'elles adoptent les méthodes participatives de sélection, de conception, de construction et de gestion des installations; elle fournira aussi les fonds nécessaires à leur mise en place. Les investissements dans l'infrastructure seront choisis par les communautés, qui demanderont et géreront les fonds destinés aux programmes d'équipement de leur localité. D'autres installations plus complexes pourront être gérées par les départements techniques. Des accords de don ou d'exécution de travaux publics définiront toutefois les responsabilités respectives des communautés et des départements techniques, non seulement quant au financement des dépenses de fonctionnement et d'entretien, mais aussi quant à la qualité des installations. Le suivi et la supervision seront assurés conjointement.

19. La **troisième composante** financera l'appui à la mise en place d'une gestion souple et efficace du programme par l'amélioration des institutions rurales existantes. Elle s'efforcera de développer les capacités dont disposent les institutions concernées pour appliquer les principes du programme à d'autres initiatives de développement. La composante comprendra une assistance opérationnelle et logistique et le renforcement du soutien à l'exécution et à la supervision, et sera centrée sur la création d'un système très efficace de suivi et évaluation, orienté vers la gestion de l'impact, afin d'obtenir des résultats et la relier à l'initiative d'action politique (IAP). Il s'agira là d'une activité essentielle visant à aider le gouvernement à répondre aux demandes de nouvelles orientations politiques résultant de l'étude des problèmes structurels que les pauvres réaliseront dans leur village et qu'ils transmettront aux décideurs en fonction du niveau de décentralisation atteint dans ce domaine de compétence. Le programme encouragera expressément les agents de pouvoir à tous les niveaux à répondre à ces demandes en créant, à l'aide d'un don, une instance reposant sur les résultats, l'IAP, qui recevra du programme un retour d'information sur l'application des nouvelles politiques. L'information circulera donc dans les deux sens puisque les décideurs nationaux seront informés des préoccupations des ruraux pauvres et des données justifiant certaines orientations politiques, tandis que l'échelon central y répondra en conséquence et sera informé en retour de la façon dont ses décisions politiques sont appliquées.

20. Cette fonction IAP fait suite à la recommandation primordiale issue de l'évaluation du portefeuille du pays qui insiste sur la nécessité de faire des essais sur le terrain pour acquérir les connaissances et la documentation qui serviront de base à la concertation et aux activités de mobilisation. L'IAP est l'occasion d'un dialogue qui permettra aux pauvres de plaider en faveur d'un changement politique et de le susciter. En remboursant a posteriori et en fonction des résultats obtenus les dépenses liées à l'analyse et à l'élaboration des politiques, on incitera à donner suite rapidement aux demandes émanant de la population locale en prenant des mesures concrètes.

#### **D. Coûts et financement**

21. Le coût du programme est estimé à 37,9 millions de USD. La composante la plus importante est le développement durable des entreprises rurales, soit 49% des coûts de base, le financement rural étant la sous-composante la plus importante. Les infrastructures rurales viennent ensuite, soit 34% des coûts de base, les fonds pour les infrastructures communautaires en étant la principale sous-composante. La composante gestion du programme et développement institutionnel représente 16% des coûts de base. Les deux séries de fonds destinés aux communautés et aux particuliers, avec le soutien des autorités de la province et des districts – fonds de crédit aux entreprises et infrastructures communautaires – représentent ensemble 66% des coûts de base. La place importante accordée au développement des capacités communautaires absorbe 13% des coûts de base, alors que les dépenses renouvelables sont faibles, soit 7% seulement.

22. Le FIDA financera 89,6% des coûts du programme à l'aide d'un prêt et 1,3% sous forme d'un don en faveur de l'IAP (voir le paragraphe 19). Le solde sera financé par le gouvernement central, le gouvernement de la Province du Sulawesi central et les gouvernements des neuf districts. La

contribution des bénéficiaires n'est pas comprise dans le plan de financement, étant donné l'approche pragmatique adoptée pour sa conception, mais on compte que les bénéficiaires contribueront en nature sous forme de main-d'œuvre aux activités lancées à l'instigation du programme, y compris aux dépenses de fonctionnement et d'entretien des installations d'adduction d'eau, des réseaux d'irrigation et des routes de desserte des exploitations. La contribution des banques et entreprises participantes n'a pas non plus été incluse.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>Développement durable des entreprises rurales</b>					
Autonomisations des communautés	4 541,6	89,3	4 630,9	2	13
Financement rural	189,3	11 618,9	11 808,2	98	32
Production rurale viable à terme et initiatives concernant la chaîne de valeur	1 720,0	121,1	1 841,2	7	5
<b>Sous-total</b>	<b>6 450,9</b>	<b>11 829,4</b>	<b>18 280,3</b>	<b>65</b>	<b>49</b>
<b>Infrastructures rurales</b>	121,0	-	121,0	-	-
Gestion des investissements communautaires					
Fonds pour les infrastructures communautaires	583,0	12 000,0	12 583,0	95	34
<b>Sous-total</b>	<b>704,0</b>	<b>12 000,0</b>	<b>12 704,0</b>	<b>94</b>	<b>34</b>
<b>Gestion du programme et développement institutionnel</b>					
Installations publiques et supervision	4 734,1	403,6	5 137,7	8	14
Initiative d'action politique	500,0	-	500,0	-	1
Suivi et évaluation	313,9	-	313,9	-	1
<b>Sous-total</b>	<b>5 548,0</b>	<b>403,6</b>	<b>5 951,6</b>	<b>7</b>	<b>16</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>12 703,0</b>	<b>24 233,0</b>	<b>36 936,0</b>	<b>66</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	181,4	11,2	192,6	6	1
Provision pour aléas financiers	691,8	44,4	736,3	6	2
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>13 576,2</b>	<b>24 288,6</b>	<b>37 864,8</b>	<b>64</b>	<b>103</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>Développement durable des entreprises rurales</b>											
Autonomisation des communautés	4 479,5	89,9	-	-	505,3	10,1	4 984,8	13,2	95,3	4 753,8	135,7
Financement rural	11 795,3	99,7	-	-	37,2	0,3	11 832,6	31,2	11 634,9	187,0	10,6
Production rurale viable à terme et initiatives concernant la chaîne de valeur	1 776,0	87,1	-	-	261,9	12,9	2 038,0	5,4	127,3	1 852,9	57,7
<b>Sous-total</b>	<b>18 050,9</b>	<b>95,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>804,4</b>	<b>4,3</b>	<b>18 855,3</b>	<b>49,8</b>	<b>11 857,5</b>	<b>6 793,8</b>	<b>204,0</b>
<b>Infrastructures rurales</b>											
Gestion des investissements communautaires	136,0	100,0	-	-	-	-	136,0	0,4	-	136,0	-
Fonds pour les infrastructures communautaires	12 583,0	100,0	-	-	-	-	12 583,0	33,2	12 000,0	583,0	-
<b>Sous-total</b>	<b>12 719,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 719,0</b>	<b>33,6</b>	<b>12 000,0</b>	<b>719,0</b>	<b>-</b>
<b>Gestion du programme et développement institutionnel</b>											
Installations publiques et supervision	2 819,1	51,7	-	-	2 631,9	48,3	5 451,0	14,4	431,1	4 534,9	485,0
Initiative d'action politique	-	-	500,0	100,0	-	-	500,0	1,3	-	500,0	-
Suivi et évaluation	339,5	100,0	-	-	-	-	339,5	0,9	-	339,5	-
<b>Sous-total</b>	<b>3 158,6</b>	<b>50,2</b>	<b>500,0</b>	<b>7,9</b>	<b>2 631,9</b>	<b>41,8</b>	<b>6 290,5</b>	<b>16,6</b>	<b>431,1</b>	<b>5 374,4</b>	<b>485,0</b>
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>33 928,5</b>	<b>89,6</b>	<b>500,0</b>	<b>1,3</b>	<b>3 436,3</b>	<b>9,1</b>	<b>37 864,8</b>	<b>100,0</b>	<b>24 288,6</b>	<b>12 887,2</b>	<b>689,0</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

23. La passation des marchés obéira aux directives du FIDA en la matière. Tous les contrats d'un montant supérieur à 100 000 USD seront attribués par voie d'appel d'offres international. Les marchés de travaux de génie civil, de biens et de services (y compris l'assistance technique et les prestataires de services) d'un montant compris entre 20 000 USD et 100 000 USD seront attribués par voie d'appel à la concurrence locale. Tous les contrats d'un montant supérieur à 20 000 USD seront soumis à l'approbation préalable de l'institution coopérante, y compris, dans le cas de l'assistance technique et de la formation, des qualifications et de l'expérience pratique donnant satisfaction au FIDA. Les achats d'un montant inférieur à 20 000 USD se feront auprès des fournisseurs locaux selon des procédures acceptables par l'institution coopérante. Les biens et services d'un coût inférieur à 2 000 USD seront obtenus par achat direct.

24. Le décaissement des fonds du FIDA s'étalera sur une période de six ans. Leur rythme effectif sera fonction de l'accroissement des capacités des bénéficiaires et de la suite donnée par eux aux possibilités de financement et aux services offerts par les organismes et prestataires de services opérant dans le cadre du programme. Le Ministère des finances ouvrira et tiendra un compte spécial pour le financement de la part des dépenses admissibles prises en charge par le FIDA avec un montant autorisé de 2,0 millions de USD. Les décaissements en faveur du compte spécial seront effectués par le FIDA sur la base de demandes de retrait établies par le directeur national du programme et présentées au ministère. Les versements du compte spécial en faveur des comptes du programmes, libellés en monnaie locale et tenus aux bureaux locaux du Trésor national, seront faits par le ministère conformément au PTBA approuvé. L'octroi ou la rétrocession du prêt du FIDA par le gouvernement central aux gouvernements de province et de district se fera conformément aux dispositions du décret n°35 de l'emprunteur. Les retraits du compte du prêt se feront sur présentation des relevés de dépenses pour les catégories de dépenses définies conjointement par le gouvernement, le FIDA et l'institution coopérante. Les rapports financiers seront établis tous les six mois et soumis au FIDA et à l'institution coopérante pour examen. La vérification globale des comptes sera confiée à un commissaire aux comptes indépendant choisi dans le secteur privé et agréé par le FIDA conformément à ses directives en la matière.

### **F. Organisation et gestion**

25. Comme le présent programme est à assise communautaire et répond à la demande, son exécution est fonction des résultats et exige une structure de gestion à l'effectif réduit mais efficace. Étant donné que, par sa formulation, il prévoit une variété de partenaires venant de différents types d'institutions, sa structure organique autorise leur collaboration avec les éléments des secteurs privé et public compris dans les structures existantes de l'administration publique. Le programme aurait pour principe de travailler dans le cadre des institutions existantes et de les renforcer et non de créer des structures parallèles.

26. Le Ministère de l'agriculture hébergera le bureau national du programme, qui sera chargé de coordonner et de superviser le programme. Un comité directeur national (CDN) serait l'instance chargée des rapports sur la progression des travaux, de leur examen ainsi que de la définition des orientations politiques. Il comprendrait des représentants de plusieurs ministères, dont le Ministère des forêts et des plantations d'État, le Ministère des finances, l'Agence nationale de l'administration des terres et le Ministère de la pêche et des ressources marines, outre le Ministère de l'agriculture et l'Agence nationale de planification du développement. Un administrateur chargé du suivi des politiques recueillerait les informations provenant du programme et portant sur des questions pertinentes de politique générale, et élaborerait un plan directeur pour le développement ainsi qu'une liste de questions sur lesquelles le CDN devrait donner un avis éclairé. L'analyse et les études dont le CDN aurait besoin pour donner des orientations générales et veiller à l'élaboration des nouvelles politiques seraient financées par l'intermédiaire de l'IAP. L'Agence nationale de planification du

développement assurerait le suivi de chaque demande de changement d'orientation qui verrait le jour durant l'exécution du programme et ce, avec l'aide de l'administrateur chargé du suivi des politiques, avec les ministères et des organismes compétents au sein du CDN. Le département de l'agriculture accueillerait le bureau provincial de facilitation, chargé de tâches similaires, outre le renforcement des capacités, la coordination, la communication et la supervision, et le bureau de gestion du district, qui aurait des fonctions analogues à celles des instances supérieures de l'administration tout en apportant un soutien plus direct aux communautés et aux autres parties prenantes du programme. Une ONG chef de file serait engagée sur appel d'offres pour travailler avec les bureaux précités, dont elle partagerait les responsabilités en matière d'exécution et de gestion, et qui serait aussi représentée au sein du CDN.

### **G. Justification économique**

27. L'impact économique du programme se ressentirait dans quatre grands domaines: a) productivité accrue tirée des cultures ou combinaisons de cultures nouvelles entreprises par les agriculteurs; b) clientèle élargie et gestion plus robuste des risques et des produits de prêt pour les banques participantes grâce au mécanisme de refinancement rural; c) accès élargi aux services financiers pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, existantes ou nouvelles, ainsi que pour les grandes entreprises nationales; et d) productivité accrue et accumulation de capital humain par les infrastructures, y compris les routes d'accès aux exploitations et aux routes d'accès aux marchés et les ouvrages d'irrigation et de distribution d'eau potable.

28. Toutes les activités du programme auraient défini des stratégies de désengagement claires avant le commencement des activités. La durabilité est dans l'intérêt même des personnes et institutions participantes. L'adhésion au programme et la poursuite de ses activités dépendent de la mobilisation des ressources locales et de la prise en charge par les populations. Dans ces conditions, les personnes et institutions participantes ne deviendraient pas tributaires d'un soutien temporaire, mais se concentreraient sur leurs propres objectifs. En outre, la majorité des activités financées seraient clairement reliées aux possibilités du marché avant même de démarrer. Ainsi, aucun soutien ne serait apporté en vue d'accroître la production s'il n'est pas démontré qu'il en résulterait des avantages financiers durables tant pour les agriculteurs que pour leurs partenaires commerciaux de la chaîne de valeur. En outre, durant la planification des activités, ces entités du secteur privé seraient associées d'entrée de jeu au programme, et une stratégie claire prévoirait que le secteur privé prendra le relais de toute activité devant se poursuivre à terme.

### **H. Risques**

29. La conception novatrice du programme introduit un élément de risque dans la réussite de son exécution. Les principaux risques relevés et les mesures pertinentes pour les atténuer sont: a) la faible capacité de certains des districts d'exécution (compensée par l'apport d'une assistance technique additionnelle); b) le soutien quelque peu transitoire, dans certains cas pour les démarches participatives et les stratégies de désengagement (atténué par le recours, dès le départ, au secteur privé et par la garantie que la participation au programme est subordonnée à la prise en charge et à la mobilisation des ressources par la population locale); c) la pénurie de personnel ayant les compétences et la motivation voulues (compensée par l'apport d'une formation substantielle en cours d'emploi et le tutorat du personnel recruté); d) la possibilité de court-circuiter le renforcement des capacités (éliminée par la séquence des activités dans la composante qui introduit la formation technique et maintient les liens avec les principaux acteurs économiques après le renforcement approprié des éléments constitutifs du capital humain et social); e) la difficulté de mettre au point des produits de prêt qui conviennent aux banques et aux emprunteurs (corrigée par une assistance technique substantielle en faveur des banques participantes); f) le faible taux de remboursement parce que l'entreprise échoue ou pour d'autres raisons (compensé par la mise au point de meilleures stratégies de gestion des risques durant les activités de renforcement des capacités); g) la capacité

limitée des communautés à concevoir des projets d'infrastructure et à demander un financement et une assistance en vue de leur réalisation (corrigée par l'inclusion d'une assistance substantielle pour la formation aux approches participatives à l'intention des communautés et du personnel des organismes techniques); et h) l'entretien insuffisant des installations par les organismes et les communautés (compensé par des accords spécifiques conclus entre les communautés et les responsables du programme ainsi que les districts et instances supérieures de l'administration qui y participent). Il convient de noter que, de par sa nature novatrice, le programme a besoin d'un soutien efficace pendant son exécution.

### **I. Impact sur l'environnement**

30. L'analyse de la situation et de l'impact écologique recommande le classement dans la catégorie B. Le programme devrait avoir un impact favorable sur l'environnement du fait de diverses activités, comme l'adoption de méthodes de gestion intégrée des bassins versants aux fins de l'exploitation durable des ressources naturelles par les communautés, la régénération des terres dégradées et la conservation des sols, l'analyse de l'impact sur l'environnement avant de choisir les projets d'infrastructures et la formation des communautés et du personnel technique des organismes en matière de suivi des indicateurs relatifs à la protection de l'environnement et aux méthodes de conservation.

### **J. Aspects novateurs**

31. Promouvoir une croissance dans l'équité a été l'objectif commun d'un grand nombre d'interventions, qui ont obtenu des résultats douteux dans plusieurs pays. Le modèle adopté par le programme suit la chaîne d'approvisionnement et de valeur de la production agricole et veille à ce qu'elle soit gérée efficacement. Il investit dans la formation du capital humain et social en tant que condition préalable pour que les pauvres soient en mesure de tirer parti des possibilités de progrès économique offertes par le programme et pour s'assurer que les possibilités et avantages en soient équitablement répartis. Le modèle est nouveau par rapport aux initiatives de réduction de la pauvreté en cours en Indonésie. À l'heure actuelle, il n'existe aucune intervention qui impose à chaque investissement d'être durable ou de ne se concentrer que sur l'une ou l'autre des extrémités de la chaîne de valeur. Des liaisons ont été établies, mais ni systématiquement ni dans une perspective systémique et souvent sans mettre constamment l'accent pendant l'exécution, sur leur permanence après la fin du financement. Le programme investit beaucoup aux deux extrémités de la chaîne et s'occupe des questions cruciales liées à l'accès des pauvres aux marchés. Par le choix des agents de pouvoir, le programme veille à ne pas encourager ses bénéficiaires à s'installer dans la dépendance. Il évitera aussi de créer des structures parallèles, comme cela s'est fait dans certains cas, particulièrement en forgeant des partenariats entre de multiples parties prenantes et lorsque l'innovation a exigé des initiatives institutionnelles ad hoc. Il renforcera les institutions existantes, privées, publiques et civiles et les liaisons qu'elles établissent. Il ne soutiendra de nouvelles institutions que si elles naissent du travail mené avec les ménages les plus pauvres. Parce qu'il adopte une approche programmatique, non dogmatique et en prise sur la demande, le programme ne choisit pas les activités à l'avance; il crée le cadre dans lequel les communautés peuvent définir leurs propositions d'investissement et les entités du secteur privé exploiter les possibilités d'activités rémunératrices. Il ne choisit pas non plus au préalable les districts participants; il leur permet de participer une fois avéré qu'ils approuvent la stratégie et l'approche du programme et se les sont appropriées. Le programme inscrit les résultats produits par les changements de politique au nombre des critères définis pour choisir les districts qui bénéficieront d'une assistance, y compris la volonté de travailler avec des ONG, de financer les dépenses de fonctionnement et d'entretien de certains ouvrages d'infrastructure, de transférer les ressources du programme aux institutions communautaires, d'autoriser la publication des documents du programme, y compris ceux concernant la gestion financière, et de répondre sans tarder aux demandes de changements politiques des communautés pauvres. Le programme prévoit des incitations favorisant le changement de politique dans diverses

composantes. Il encourage également de façon expresse l'adoption d'une stratégie participative de communication concernant le développement. Les méthodes participatives de suivi et d'évaluation comprendront également des initiatives communes de communication, les responsables de l'exécution du programme devront rendre compte de leurs actes à la communauté. En améliorant les capacités de ces derniers pour qu'ils communiquent régulièrement au sujet des activités du programme, on obtiendra un échange harmonieux d'information au sein de la structure organique. De meilleures compétences en communication faciliteront aussi la collecte de données sur l'impact et les changements de politique, sur la base des résultats expérimentaux et d'un meilleur échange de connaissances et de données d'expérience avec d'autres programmes et parties prenantes.

### TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

32. Un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel l'assistance financière proposée sera consentie au bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes attendues lors des négociations du financement est joint en annexe.

33. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

34. Je certifie que l'assistance financière proposée est conforme à l'Accord portant création du FIDA.

### QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt-deux millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (22 650 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> mars 2015 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent quarante mille droits de tirage spéciaux (340 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge





ANNEXE

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES ATTENDUES  
LORS DES NÉGOCIATIONS DU FINANCEMENT**

(Négociations non encore conclues)

1. Le Ministère de l'agriculture (le "Ministère"), l'administration provinciale et les administrations de district concernées relevant de l'emprunteur (le "gouvernement") concluront un mémorandum d'accord (le "mémorandum d'accord du programme"), qui précisera, entre autres choses, les modalités du système de gestion financière, notamment les procédures détaillées concernant le décaissement et le remboursement du prêt et du don, l'acheminement des fonds, le fonctionnement du compte spécial et du compte bancaire réservé au don, le déblocage des fonds du programme, les fonds de contrepartie apportés par le gouvernement, la passation des marchés, l'établissement et la vérification des rapports financiers et des rapports de situation à présenter dans le cadre du programme, et toutes autres dispositions dont le gouvernement et le FIDA pourraient convenir pour la mise en œuvre du programme conformément à l'Accord de financement. Le gouvernement soumettra une version préliminaire du mémorandum d'accord du programme au FIDA, pour observation et approbation, avant sa signature. Le mémorandum d'accord du programme ne sera ni amendé ni autrement modifié sur le fond à aucun égard sans le consentement préalable du FIDA.

2. **Sélection de l'ONG chef de file.** L'ONG chef de file sera sélectionnée selon un processus transparent et concurrentiel conformément aux procédures et au cahier des charges approuvés par le FIDA. Parmi les critères de sélection figureront notamment: a) le statut juridique; b) l'existence de statuts et d'un règlement intérieur en bonne et due forme; c) l'existence d'un conseil d'administration composé de membres compétents et expérimentés; d) un minimum de sept années d'expérience dans la gestion d'opérations sur le terrain au service de communautés rurales pauvres, de préférence dans le Sulawesi central; e) une expérience préalable de la coopération avec les bailleurs de fonds internationaux; f) une bonne connaissance ainsi qu'une bonne compréhension des principes sur lesquels repose le programme et une expérience du développement agricole; g) l'absence de toute affiliation politique et religieuse ou d'orientation susceptible d'empêcher la collaboration avec une quelconque personne ou institution; h) la présence de systèmes rigoureux de gestion, de comptabilité et de contrôle; i) la volonté de travailler en collaboration étroite avec le gouvernement; j) des compétences et une expérience pratique en matière d'autonomisation des communautés villageoises à l'aide de méthodes participatives et attentives aux disparités entre les sexes.

3. **Gestion des pesticides.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, comme le requiert le FIDA, le gouvernement s'assurera que tous les organismes d'exécution du programme prendront, dans le cadre de celui-ci, des mesures appropriées en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veillera à ce que les pesticides fournis dans le cadre du programme ne comprennent aucun pesticide interdit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ou par l'Organisation mondiale de la santé.

4. **Responsabilités de l'ONG chef de file.** L'ONG chef de file interviendra à divers niveaux d'exécution du programme en tant que partenaire du gouvernement, déploiera du personnel dans divers services/bureaux, assurera la formation du personnel et des communautés, et mettra en place 150 équipes de facilitateurs dans les villages.

5. Les conditions de décaissement des fonds provenant du prêt et du don sont les suivantes:

- a) Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses afférentes au programme au cours d'un exercice budgétaire donné tant que le PTBA de l'exercice en question n'aura pas été soumis au FIDA et approuvé par ce dernier.
- b) Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses afférentes au programme tant que le mémorandum d'accord du programme n'aura pas été signé par le Ministère, l'administration provinciale et les administrations de district participantes pour la première année du programme.

ANNEXE

- c) Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses imputables à des prestataires de services ou d'assistance technique locaux et internationaux tant que le Ministère ne sera pas assuré par un contrat en bonne et due forme les services de l'ONG chef de file.
  - d) Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses correspondant à des crédits additionnels tant que l'accord annexe entre le gouvernement et l'institution financière chargée de mettre en œuvre le volet financement rural de la composante développement durable des entreprises rurales n'aura pas été approuvé par le FIDA et que le FIDA n'en aura pas reçu un exemplaire signé.
6. Les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de financement sont les suivantes:
- a) le Ministère a dûment créé le bureau national du programme;
  - b) le département provincial de l'agriculture a dûment créé le bureau provincial de facilitation;
  - c) le manuel d'exécution du programme a été dûment approuvé par le FIDA;
  - d) le gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et le compte bancaire réservé au don;
  - e) le gouvernement et le FIDA ont choisi d'un commun accord l'institution financière qui sera chargée de mettre en œuvre le volet financement rural de la composante développement durable des entreprises rurales;
  - f) l'Accord de financement a été dûment signé, et sa signature comme son exécution par le gouvernement ont été dûment autorisées et validées par toutes les mesures administratives et institutionnelles nécessaires;
  - g) un avis juridique favorable délivré par le Ministre de la justice et des droits de l'homme, acceptable tant en la forme que sur le fond, a été remis au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

INDONESIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2002 1/</b>	18 112	<b>GNI per capita (USD) 2002 1/</b>	710
<b>Total population (million) 2002 1/</b>	212	<b>GDP per capita growth (annual %) 2002 1/</b>	2
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2002 1/</b>	117	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/</b>	12
<b>Local currency</b>	Rupiah (IDR)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	IDR 0.112
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	1.3	GDP (USD million) 2002 1/	172 911
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	20	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	6.9
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	7	1992-2002	2.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	32	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	67	% agriculture	18
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	44
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	25
Total labour force (million) 2002 1/	104	% services	38
Female labour force as % of total 2002 1/	41	Consumption 2002 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	111 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	71
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	12	Gross domestic savings (as % of GDP)	21
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2002 1/	57 130
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	n/a	Merchandise imports 2002 1/	31 288
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	26 a/	Balance of merchandise trade	25 842
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	2 a/	before official transfers 2002 1/	5 569
Physicians (per thousand people) 2002 1/	n/a	after official transfers 2002 1/	7 823
Population using improved water sources (%) 2002 3/	78 a/	Foreign direct investment, net 2002 1/	145
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 3/	55 a/	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2002 1/	-1 a/
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	25
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	11	Total external debt (USD million) 2002 1/	132 208
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	1 231 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	80
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	124	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	25
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	4 171	Lending interest rate (%) 2002 1/	19
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2002 1/	16
Arable land as % of land area 2002 1/	11 a/		
Forest area as % of total land area 2002 1/	58 a/		
Irrigated land as % of cropland 2002 1/	14 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD Rom 2004

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

**PREVIOUS IFAD FINANCING IN INDONESIA**

<b>Project Name</b>	<b>Initiating Institution</b>	<b>Cooperating Institution</b>	<b>Lending Terms</b>	<b>Board Approval</b>	<b>Loan Effectiveness</b>	<b>Current Closing Date</b>	<b>Loan/Grant Acronym</b>	<b>Denominated Currency</b>	<b>Approved Loan/Grant Amount</b>	<b>Disbursement (as % of Approved Amount)</b>
Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	06 May 80	01 Oct 80	31 Mar 87	L - I - 35 - ID	SDR	20 800 000	99.33%
Sulawesi Paddy Land Development Project	IFAD	AsDB	HC	08 Sep 81	29 Sep 82	31 Dec 90	L - I - 74 - ID	SDR	30 050 000	78.79%
Seventeenth Irrigation (East Java Province) Project	World Bank: IBRD	World Bank: IBRD	I	31 Mar 82	15 Dec 82	31 Mar 89	L - I - 94 - ID	SDR	21 800 000	100%
Second Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	05 Sep 85	15 Apr 86	31 Mar 94	L - I - 171 - ID	SDR	11 600 000	81.46%
Income-Generating Project for Marginal Farmers and Landless	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 87	18 Jun 88	30 Jun 98	L - I - 215 - ID	SDR	10 600 000	94.40%
East Java Rainfed Agriculture Project	IFAD	AsDB		19 Apr 90	09 Oct 90	31 Mar 99	G - I - 502 - ID	USD	22 000	99.14%
East Java Rainfed Agriculture Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	09 Oct 90	31 Mar 99	L - I - 255 - ID	SDR	15 400 000	79.46%
South Sumatra Smallholder Tree Crops Development Project	IFAD	AsDB	I	14 Apr 92	29 Sep 92	15 Mar 99	L - I - 301 - ID	SDR	14 450 000	30.83%
Eastern Islands Smallholder Cashew Development Project	IFAD	UNOPS	I	19 Apr 94	29 Jul 94	30 Sep 02	L - I - 350 - ID	SDR	18 450 000	56.66%
Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS		06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	G - I - 25 - ID	USD	100 000	34.93%
Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	L - I - 396 - ID	SDR	12 050 000	39.81%
P4K - Phase III	AsDB	AsDB	I	04 Dec 97	09 Jul 98	30 Sep 05	L - I - 458 - ID	SDR	18 250 000	69.07%
Post-Crisis Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas	IFAD	IFAD		04 May 00	31 Jan 01	30 Sep 09	G - I - 99 - ID	USD	60 000	99.37%
Post-Crisis Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas	IFAD	IFAD	HC	04 May 00	31 Jan 01	30 Sep 09	L - I - 539 - ID	SDR	17 500 000	14.75%
East Kalimantan Local Communities Empowerment Programme	IFAD	UNOPS		11 Dec 02	02 Jun 03		G - I - 155 - ID	USD	100 000	73%
East Kalimantan Local Communities Empowerment Programme	IFAD	UNOPS	HC	11 Dec 02	Not effective		L - I - 601 - ID	SDR	15 100 000	

HC = highly concessional; I = intermediate

## LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>GOAL</b>			
Increased and rising incomes and improved livelihood conditions for disadvantaged rural people in upland, lowland and coastal areas of Central Sulawesi	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Number of HHs (HHs) with improvement in household assets ownership index, based on additional assets (productive assets, bikes, radios, improved housing, tin roofs, etc.)</li> <li>2. Reduction in the prevalence of child malnutrition (weight for age)</li> <li>3. Number of HHs that have improved food security (e.g. reduction in length of lean/hungry season, increased number of meals a day)</li> </ol>	Completion assessment, National statistics surveys, District statistics and surveys, Programme's Progress Reports, Auditor's Reports,	Every Programme investment choice is market-led. Implementation focus is maintained on community empowerment No major natural or man-made calamity occurs
<b>OBJECTIVE</b>			
Sustained growth of rural economic activity for male and female residents of marginalized rural communities in Central Sulawesi	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Levels of HH income and income growth rate</li> <li>2. Number of poor people, disaggregated by gender</li> <li>3. Number of HHs with safe water</li> <li>4. Number of HH with road access to markets</li> <li>5. Number of projects where new/changed pro-poor legislation or regulations are enforced at the local or national levels</li> </ol>	Completion assessment, National statistics surveys, District statistics surveys, Programme's Progress Reports, Auditor's Reports,	National and provincial economic policies remain positive GOI's decentralisation programme continues successfully Province and District legislature support Programme's principles and strategy
<b>SUB-OBJECTIVES</b>			
<b>Component 1: Sustainable Rural Enterprise Development</b>			
Rural men and women empowered to use financial, technical, market and government services for advancement of their economic well-being.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Amount of local resources leveraged by the Programme</li> <li>2. Number of contracts between mainstream economic agents and village enterprise groups and individuals</li> <li>3. Number of new clients for banks</li> <li>4. Number of new jobs created</li> </ol>	Completion assessment, National statistics surveys, District statistics surveys, Programme's Progress Reports, MTR Report and MT Assessment Report, Supervision Reports,	Public, private and civil sector institutions involved in the programme have ownership of the proposed Programme model and maintain commitment to its goal.
<b>Sub Component 1: Community Empowerment</b>			
Rural men and women empowered to plan, implement and manage investments and activities at community level	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Number of groups with women and poorest HHs as leaders</li> <li>2. Number of village AWPBs included in local government plans</li> <li>3. % decrease of number of conflicts reported by village formal and informal institutions.</li> <li>4. % decrease of forest encroachment cases</li> </ol>	Programme Progress Reports, District plans, Facilitator reports / case study reports, Facilitator reports / case study reports, MTR Report and MT Assessment Report, MT Assessment, PODES (Village Potential Statistics)	Implementers follow components' implementation sequence (i.e. community capacity building takes place before establishing linkages with mainstream economic institutions and promoting adoption of improved technologies) Enabling policies are issued and implemented

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Sub Component 1. 2: Financial Services and Entrepreneurship Development</b>			
Lending products of and available funds from commercial and rural banks and finance companies meeting the needs of micro, small and medium enterprises (MSMEs) for working capital and investment.	<ol style="list-style-type: none"> <li>Number of incremental MSMEs accessing loans from participating banks</li> <li>Number of Savings and Credit Groups accessing loans from participating banks</li> <li>% increase of participating banks' lending for investments in agriculture related activities.</li> </ol>	Rural Re-Finance Facility (RRF) reports, Participating bank reports / case studies, Programme Progress Reports, MTR Report and MT Assessment Report, Supervision Reports	New lending products are suitable to demand. Risk management strategies effectively implemented
<b>Sub Component 1.3 Sustainable Rural Production and Value Chain Initiatives</b>			
Farmers and fishermen in marginal communities with sustainable access to appropriate technology, management skills and private sector entities operating in the rural supply chain for goods and services.	<ol style="list-style-type: none"> <li>Number of new enterprises operating after three years</li> <li>Number of jobs generated by small and medium enterprises</li> <li>Number of HHs provided with long-term security of tenure of natural resources, including land and water</li> <li>Ha of common property resources (under improved management practices)</li> <li>Ha of rehabilitated land redistributed to landless households</li> <li>Number of Appropriate Rural Technology Training Teams (ART3) financed by private entities (including farmers)</li> <li>Number of established business advisory services</li> <li>Trends in area of land classified as critical;</li> <li>Trends in groundwater quality;</li> <li>Trends in the degree of marine degradation due to improper fishing practices.</li> </ol>	Extension services reports, Mid term review / completion surveys / case studies, Programme Progress Reports, MTR Report and MT Assessment Report, Supervision Reports	Only market-led and environmentally sustainable investments are supported by the Programme
<b>Component 2. Rural Infrastructure Development</b>			
Well planned and managed public facilities enabling the men and women of poor rural communities access to mainstream markets, production opportunities and utilities.	<ol style="list-style-type: none"> <li>Adequate O&amp;M funds mobilised by communities and local governments.</li> <li>Incremental income generated by infrastructure availability</li> <li>% decrease of incidence of waterborne diseases</li> </ol>	Programme Progress Reports, Facilitator reports / case study reports, Facilitators' reports / case study reports, District and provincial statistics,	Agreements between communities and Programme management on infrastructure development works, including responsibilities for O&M finalised and acted upon.
<b>Sub-Component 2.1: Community Investment Management Development</b>			
Communities and technical agencies skilled in selecting, planning and managing infrastructure projects	<ol style="list-style-type: none"> <li>Number of proposals for infrastructure investment presented by communities on time and technically considered as valid and environmentally sound.</li> <li>Number of proposals for infrastructure development that derived from the expressed priorities of the poorest HHs.</li> <li>Trend on time required for technical and environmental screening of communities proposals</li> </ol>	Programme Progress Reports, District plans, Facilitator reports / case study reports, Facilitator reports / case study reports, Auditor's Reports,	Quality training provided by the participatory approaches consultant and training by rural infrastructure specialist on environmentally sound construction.
<b>Sub-Component 2.2. Community Infrastructure Funds</b>			
Infrastructure meeting the needs of rural communities for access to the mainstream economy, for raised well being and for production	<ol style="list-style-type: none"> <li>Disbursement rate of loan funds related to infrastructure investments category</li> </ol>	IFAD Loan and Grant System reports	Annual Government Budget disbursed on time. Successful implementation of participatory processes of investment identification
<b>Component 3 Programme Management and Institutional Development.</b>			

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
Effective and flexible programme management, providing enhancements to existing rural institutions through engagement and operational support.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quality and timely submission of M&amp;E/RIM reports</li> <li>2. Participation of at least 75% of the heads of government agencies working with the rural poor and at least the heads of District Parliamentary Economic Commissions participating in semi annual public workshops presenting progress of the Programme</li> <li>3. Number of policies drafted by the National Steering Committee and implemented throughout the IFAD-supported Country Programme target areas.</li> </ol>	Progress Reports, Supervision Reports, Auditor's Report and Financial Statements, Newspapers, local NGOs' networks, AWPBs, Banks' Reports, Reports of the Chambers of Commerce, Local Statistical Data	GOI maintains commitment to the principles inspiring the Programme. Legislatures at provincial and district level are effectively involved. Communication strategy of the Programme is effective. M&E/RIM system functions well. Commitment of Inspectorate General of MOA and BKNP (government's auditing agencies) to participate in joint reviews with the Programme's independent auditor.
<b>Sub Component 3.1 Government Facilitation and Supervision</b>			
Government institutions capable of playing the enablers of rural poverty reduction and development.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Number of articles and public events in which local grassroots based NGOs praise the government for the transparent implementation of the Programme</li> <li>2. Regular publication on local newspapers and the Programme's website of auditor's reports, financial statements, tender awards, progress reports and AWPBs.</li> <li>3. Number of linkages between poor communities and mainstream economic agents (banks, agribusiness enterprises etc.)</li> </ol>	Progress Reports, Supervision Reports, Auditor's Report and Financial Statements, Newspapers, local NGOs' networks, AWPBs, Banks' Reports, Reports of the Chambers of Commerce, Local Statistical Data	Overheads are kept to the minimum. Communication strategy is well conceived and implemented. Auditor's reports record unqualified opinions. Implementers maintain their facilitation role, away from direct implementation.
<b>Sub Component 3.2 Policy Action Initiative</b>			
District, Provincial and national policies favouring projects and programmes for reduction of poverty in disadvantaged areas	1. Number of policies drafted by the National Steering Committee and implemented throughout the IFAD-supported Country Programme target areas.	Policy Action Initiative progress reports Expenditure claims submitted by BAPPENAS	National Steering Committee for all IFAD supported programmes/projects functions well
<b>Sub Component 3.3 Monitoring and Evaluation</b>			
Data collection and assessment services providing timely feedback on programme implementation and impact	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quality and timely submission of M&amp;E/RIM reports</li> <li>2. Programme external stakeholders know the Programme and its progress.</li> </ol>	Progress Reports, Newspapers, local NGOs and ODA agencies' networks,	Implementers maintain focus on effective M&E/RIM system establishment and communicating the Programme to broader public audience.

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>OUTPUTS</b>			
<b>Component 1 Sustainable Rural Enterprise Development</b>			
<b>Sub Component 1.1 Community Empowerment</b>			
Village institutions skilled in participatory planning and management Formation and functioning of new village enterprise groups and individuals. Income generating activities for poorest HHs	<ol style="list-style-type: none"> <li>Number of groups operational/functional, by type</li> <li>Number of women and poorest HHs on community management committees</li> <li>Number of village plans completed on time</li> <li>Number of group and individual enterprises started</li> <li>Number of income-generating activities started</li> <li>Number of community management groups formed/strengthened</li> <li>Number of people belonging to groups, by type of group</li> <li>Number of groups with women in leadership positions</li> <li>Number of community projects implemented (by type)</li> </ol>	Programme Progress Reports, District plans, Facilitator reports / case study reports, MTR and MT Assessment Reports.,	Quality TOT undertaken throughout the Programme. Qualified village facilitators/consultants are recruited Regular supervision and mentoring
<b>Sub Component 1.2 Financial Services and Entrepreneurship Development</b>			
Village new enterprise organizations skilled in planning and management; Strengthened village enterprise groups; Credit facilities for enterprise owners, including Savings and Credit Groups (SCGs)	<ol style="list-style-type: none"> <li>Number of active savers (disaggregated by gender)</li> <li>Value of savings mobilized (by gender)</li> <li>Number of active borrowers (disaggregated by gender)</li> <li>Value of gross loan portfolio (loans outstanding – loans written off) (disaggregated by gender)</li> <li>Value of re-financing of loans by participating banks</li> <li>Value of re-financing loans repaid to RRF</li> <li>Array of new lending products introduced</li> <li>Credit extended by each new lending product</li> <li>Number and value of loans to market intermediaries</li> <li>Value of loans to market intermediaries repaid</li> <li>Number and value of loans for small enterprises</li> <li>Value of loans for small enterprises repaid</li> <li>Savings accumulated by groups</li> <li>Number and value of bank loans through groups</li> <li>Value of bank loans through groups repaid</li> <li>% increase of bank clients</li> <li>% increase of bank poor clients in respect to the better off ones</li> <li>% increase of bank profit</li> <li>% of bank portfolio at risk (outstanding balance of overdue loans)</li> <li>% of bank operational self-sufficiency</li> <li>% of bank operating cost/loan portfolio</li> </ol>	Baseline Survey Report (for before and after comparisons). MT Assessment Report, MTR Report, Programme Progress Reports, District plans, Facilitator reports / case study reports, Banks Progress Reports, Bank Indonesia Progress Reports,	Facilitators/Trainers are constantly trained as planned. Regular supervision of Bank Indonesia of participating banks' operations Policy advice and drafting by NSC and RRF advisory committee All progress reports are of good quality and shared.
<b>Sub Component 1.3: Sustainable Rural Production and Value Chain Initiatives</b>			
Improved farm production techniques; Improved natural resource management. Pilot tests in applied technology and community led natural resource management (including expanded	<ol style="list-style-type: none"> <li>Ha of incremental crops grown (cereals, forage, fruit, legumes, vegetables, roots and tubers)</li> <li>Number of fisherfolk trained in new technologies</li> <li>Number of persons trained, by gender and sector</li> <li>Number of farmers using purchased inputs</li> <li>Number of farmers participating in research trials</li> <li>Number of demonstrations held on farmers' land</li> </ol>	Progress Reports, Supervision Reports, Local Statistical Data, Extensionists/Trainers reports, Case Studies, MTR Report and MT Assessment Report, Completion assessment	Market-led investment choices Enabling policies are issued/implemented Effective coordination among implementers



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
access to land through rehabilitation of degraded land) are applied	7. Number of people accessing technical advisory services facilitated by project 8. Number of research-for-development extension /dissemination events attended by target HHs 9. Number of landless HHs with now access to land 10. Number of Community natural resource management plans 11. Number of these plans submitted to District Governments for recognition		
<b>Component 2 Rural Infrastructure Development</b>			
<b>Sub-Component 2.1 Community Investment Management</b>			
Improved project selection and management approaches Improved construction supervision approaches	1. % of days of water delivery/required 2. Number of HHs served by wells 3. Number of functioning infrastructure 4. Number of farmers with secure access to irrigation water	Progress Reports, Supervision Reports, Local Statistical Data, MTR Report and MT Assessment Report, Completion assessment	Public Works Dept. familiarised and comfortable with poor communities' decision making role Public Works Dept screens proposals quickly
<b>Sub Component 2.2: Community Infrastructure Funds</b>			
Increased number of access roads and increased availability of clean water supply facilities, increased availability of village irrigation facilities, increased availability of electricity supply facilities, miscellaneous infrastructure facilities including markets.	1. Ha of irrigation schemes rehabilitated/constructed 2. Number of farmers working on rehabilitated/new schemes 3. Number of user groups formed 4. Km of roads constructed/rehabilitated 5. Number of market centres constructed 6. Number and length of links constructed 7. Number of HHs served by new access links 8. Number of water supply systems constructed 9. Number of HHs supplied with clean water 10. Number and area of schemes in operation 11. Length of extensions constructed 12. Number of HHs served 13. Facilities constructed	District plans and progress reports, Completion surveys / case studies, Programme Progress Reports, MTR Report and MT Assessment Report, Supervision Reports,	Community investment proposals and government budgets approved and funds disbursed on time. Agreements between communities and Programme management on infrastructure development works, including responsibilities for O&M finalised and acted upon.
<b>Component 3: Programme Management and Institutional Development</b>			
<b>Sub Component 3.1 Government Facilitation and Supervision</b>			
Government institutions capable of playing the enablers of rural poverty reduction and development.	1. Number of linkages established between target communities and mainstream economic agents 2. AWPBs are clearly outlined and with cost break down and narrative description indicating with precision desired outcomes and required investments. 3. All financial, impact, physical progress reports, auditor's reports and budget are published on the local newspaper and discussed in public. 4. Civil society and target group's representatives are regularly invited to be member of committees evaluating the bids for contract awards.	Progress Reports, Supervision Reports, Auditor's Report and Financial Statements, Newspapers, local NGOs' networks, AWPBs, Banks' Reports, Reports of the Chambers of Commerce, Local Statistical Data	GOI maintains commitment to the principles inspiring the Programme. Qualified Lead NGO is selected. Communications strategy is effective. M&E/RIM system functions well.
<b>Sub Component 3.2 Policy Action Initiative</b>			
Pro-poor policies enacted	1. Number of policies drafted by the National Steering Committee	Policy Action Initiative progress reports	National Steering

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
	and implemented throughout the IFAD-supported Country Programme target areas.	Expenditure claims submitted by BAPPENAS	Committee for all IFAD supported programmes/projects functions well
<b>Sub Component 3.3 Monitoring and Evaluation</b>			
M&E/RIMS reports are of good quality, used as management tools, shared throughout the various levels of implementation and submitted on time.	<ol style="list-style-type: none"> <li>Participatory M&amp;E reports by communities included in Progress Reports</li> <li>Data collection on all key impact indicators; impact is well documented.</li> <li>Feedback from Programme external stakeholders on knowledge about the Programme and its progress</li> </ol>	Progress Reports, Newspapers, local NGOs and ODA agencies' networks.	Implementers maintain focus on effective M&E/RIM system establishment and communicating the Programme to broader public audience.

ACTIVITIES			
Activities for Output	Key Inputs	Costs	Assumptions
<b>Sub-Component 1.1 Community Empowerment</b>			
<p>Training of village institutions in participatory planning and management</p> <p>Establishment of new village enterprise groups and individual enterprises.</p> <p>Training of existing and new enterprises</p> <p>Income generating activities for poorest HHs</p>	<p><i>Establishment of facilitator services:</i> Recruit 304 facilitators; 45 supervisors; Procure 47 motorcycles; Organise 7 initial training courses and 7 refresher courses for facilitators; Organise 161 exposure visits for facilitators and supervisors;</p> <p><i>Village Institutions' Capacity Development; Including the Interests of the Poor and Public Sector Outreach:</i> Organise 150 introductory workshops; organise 300 village survey/PRA for baseline and impact assessment; organise 900 AWPBs formulation workshops; develop training manuals and materials; organise 900 training events for the poorest households; develop appropriate materials for them; organise 900 information disseminations events; organise 600 training courses and 300 exposure visits for local government staff; develop materials for their training; organise 600 training courses for village institution leaders; recruit 900 person days of specialised training.</p> <p><i>Strengthening Economic Management Capacity; Public Sector Programme Management:</i> Organise 150 introductory workshops; organise 900 organisation and management workshops; organise 300 exposure visits for local government; develop materials</p> <p><i>Private Sector Outreach:</i> Undertake 600 studies for economic opportunities (incl. market studies); develop training/extension material; organise 600 business planning and management workshops; recruit 20 person day of specialist consultancy;</p> <p><i>Including the Interests of the Poor:</i> procure three months of consultancy services on assessment of economic opportunities; organise 600 mentoring events for small groups; develop training materials; organise 600 workshops and recruit 900 person days of consultancy services.</p>	<p>Establishment of facilitator services: 1.158 million USD</p> <p>Village Institution Capacity Development: 159,000 USD</p> <p>Strengthening Economic Management Capacity: 201,100 USD</p> <p>Total incl. rec. costs: 1.791 million USD</p>	<p>Quality TOT undertaken throughout the Programme. Qualified village facilitators/consultants are recruited</p> <p>Regular supervision and mentoring</p>
<b>Sub-Component 1.2 Rural Finance</b>			

ACTIVITIES			
Activities for Output	Key Inputs	Costs	Assumptions
Establishment of Rural Re-Finance Facility Development of lending Products Credit for Enterprises and Savings and Credit Groups	Recruit a RRF manager and an assistant Manager, a secretary and purchase office equipment  Recruit a banking consultants of 8 months; organise 12 workshops for the socialisation of the RRF;	Establishment of the RRF: 92,200 USD Development of Lending Products: 211,900 USD Credit: 15 million USD Total 15.332 million USD	High quality consultancy services procured
<b>Sub-Component 1.3 Sustainable Rural Production and Value Chain Initiatives</b>			
Commercial integration of Rural Enterprises Formation of Agribusiness Council Formulation of Subsector Commercialisation strategies Test Innovative Commercial Strategies Improve rural enterprise productivity through extension outreach, technical innovations and support to commercial seed enterprises Capacity building for Service Providers Compilation of Register of Service Providers Improve natural resource management through land care pilot test, village land tenure mapping, eco production pilot	Recruit two consultants for the agribusiness inventory and for the development of commercialisation strategies; organise a workshop to launch the agribusiness council; organise strategy testing through selected enterprises; recruit 216 extensionists for the Appropriate Rural Technology Training Teams; organise 900 farmers' training sessions; develop a training manual and organise farmers to farmers training sessions and exchange visits; organise mobilisation of 108 months of Training of Trainers; recruit a consultant for preparation of technical innovations manuals; organise a 5 months period of consultancy services for initiation of commercial seed enterprises; recruit (i) a consultant for the compilation of the register of service providers; (ii) a consultant adviser for the training of business service providers; (iii) 4 consultants for land care; village land tenure mapping; eco accreditation training initiatives; as well as (iv) consultants for 216 assignments as technical service providers and 216 assignments as business development service providers	Commercial Integration of Rural Enterprises: 140,444 USD Improve Rural Enterprise Productivity: 1.786 million USD Improve Capacity Building for Service Providers: 77,000 USD Improve natural resource management: 2054 million USD Total 2.734 million USD	High quality consultancy services procured
<b>Sub-Components 2.1 and 2.2 Community Investment Management and Community Infrastructure Funds</b>			
Improvement to Project selection and Management Approaches Improvement to project supervision approaches Provision of funds for access roads, cleaner supply facilities, village irrigation and other miscellaneous infrastructure Survey and design for infrastructure projects Grant agreements with communities are established and funds transferred to the communities.	Procurement of 8 month consultancy services from a participatory approaches consultant and organisation of 168 training sessions on participatory approaches to investment identification and management. Training on book-keeping and financial management for community institutions as well as on technically including environmentally sound specifications of infrastructure schemes.	Community Investment Management: Total 137,500 USD Community Infrastructure Funds: 12.583 million USD	Successful adoption of participatory approaches to project identification and management
<b>Sub-Components 3.1 and 3.2 Government Facilities and Supervision; Policy Action Initiative</b>			
Government facilities are procured; implementation and supervision capacity is strengthened at all levels; policy drafting and issuance	<i>Central Government:</i> Recruitment of a policy monitoring officer, a finance officer, a monitoring and evaluation officer and a communications officer plus procurement of office equipment and transportation means. Policy studies are undertaken under the aegis of the National Development Planning Agency (BAPPENAS).  <i>Provincial Government:</i> Recruitment of a Lead NGO and local NGOs/service providers for each district including a Provincial Deputy Facilitator, an Accountant, a Community Development	National Programme Coordination Office: 666,300 USD National Development Planning Office (Policy Action Initiative): 0.5 million USD  Provincial Facilitation Office: 414,700 USD Provincial Development Planning Office: 47,900 USD  District Management Office: 1.056 million USD District Planning and Operations: 490,900 USD	Procurement of goods and services takes place according to IFAD procurement guidelines.

ACTIVITIES			
Activities for Output	Key Inputs	Costs	Assumptions
	Officer, a Rural Infrastructure Officer, and a Rural Enterprise Specialist plus procurement of office equipment and transportation means  <i>District Government:</i> Recruitment through the PFO of a district facilitator, plus purchase of vehicles and office equipment.		
<b>Sub-Component 3.3 Monitoring and Evaluation/ Results and Impact Management</b>			
Staff is trained in M&E/RIMS	Organise 36 training courses and recruit 16 consultants specialised in M&E; conduct 3 household surveys, one as a baseline studies, two for impact monitoring and assessment; conduct completion assessment and 9 case studies per district.	Monitoring and Evaluation: 283,900 USD	M&E/RIMS is used as a management tool and therefore placed at the centre of implementers' attention

ORGANIGRAMME

